

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TMB/N/161

16 juillet 1996

(96-2752)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

Notification au titre de l'article 2:17

Canada

Dispositions administratives convenues avec la Corée

Le Canada a fait parvenir à l'Organe de supervision des textiles une notification au titre du paragraphe 17 de l'article 2. L'OSpT distribue cette notification aux Membres de l'OMC pour information.

Mission permanente du Canada
auprès des Nations Unies

Le 13 mars 1996

Monsieur l'Ambassadeur,

Conformément à l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, j'ai l'honneur de notifier les dispositions administratives qui ont été convenues avec les Membres de l'OMC ci-après: Bangladesh, Brésil, Corée¹, Costa Rica, Cuba, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Lesotho, Macao, Malaisie, Maurice, Pakistan, Philippines, République slovaque, Roumanie, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande et Uruguay.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(signé)
Jean Saint-Jacques
Conseiller

Monsieur l'Ambassadeur András Szepesi
Président
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne
1211 Genève

¹Le présent document contient les dispositions administratives convenues avec la Corée. Les dispositions convenues avec les autres Membres de l'OMC mentionnés ci-dessus feront l'objet de documents distincts.

Mémoire d' accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de
la République de Corée relatif à l'exportation vers le Canada
de certains produits textiles en provenance de Corée

Introduction

1. Le présent mémoire d' accord énonce les dispositions administratives qui ont été convenues entre les gouvernements canadien et coréen conformément à l' article 2:17 de l' Accord sur les textiles et les vêtements issu des NCM (l' Accord), en vue de la mise en oeuvre des limitations concernant les textiles et les vêtements entre le Canada et la Corée qui doivent être notifiées au titre de l' article 2:1 de l' Accord. Ces dispositions s'appliqueront également à toute limitation visant des textiles et des vêtements en provenance de Corée introduite par le Canada en vertu des dispositions de l' article 6 de l' Accord.

Mise en oeuvre

2. Conformément aux dispositions de l' article 4:1 de l' Accord, les présentes dispositions seront mises en oeuvre sur la base du système de régulation des exportations appliqué par le gouvernement de la République de Corée. Les exportations de textiles et produits textiles visés par les limitations notifiées au titre de l' article 2:1 de l' Accord feront l' objet d' une "licence d' exportation" originale, visée et délivrée par les autorités coréennes compétentes, attestant que les produits en question ont été imputés sur le plafond quantitatif applicable.

3. Aux fins de la mise en oeuvre des présentes dispositions, la date de l' exportation, au départ de la Corée, servira à déterminer la période de limitation pendant laquelle une expédition de textiles ou produits textiles sera comptabilisée.

4. Le gouvernement de la République de Corée s'efforcera de faire en sorte que les exportations vers le Canada de tous les textiles et produits textiles soumis à limitation soient effectuées à intervalles aussi réguliers que possible pendant chaque période de limitation, compte dûment tenu des facteurs saisonniers et des courants d' échanges normaux.

5. Les licences d' exportation délivrées par le gouvernement de la République de Corée pour les produits textiles soumis à limitation contiendront les renseignements suivants:

- a) pays de destination;
- b) pays d' origine;
- c) numéro de licence et exercice contingentaire;
- d) nom et adresse de l' importateur;
- e) nom et adresse de l' exportateur;
- f) position tarifaire et désignation des produits figurant dans la notification présentée au titre de l' article 2:1 de l' Accord;

- g) quantité, exprimée en unités de mesure définies, pour chaque produit, dans la notification au titre de l'article 2:1 de l'Accord. Si plusieurs unités de mesure sont définies, elles devraient toutes être indiquées. Dans les cas où les quantités sont exprimées en unités de mesure autres que celles qui ont été définies, le poids, les unités ou les m² équivalents devraient être calculés suivant les coefficients de conversion prévus pour la limitation notifiée au titre de l'article 2:1 de l'Accord;
- h) valeur f.a.b. ou c.a.f., sauf pour les expéditions non commerciales;
- i) certificat des autorités coréennes compétentes attestant que la quantité a été imputée sur le plafond de limitation convenu pour les exportations vers le Canada.

6. Au cas où une quantité faisant l'objet d'une licence d'exportation ne serait pas expédiée, le gouvernement de la République de Corée en avisera le gouvernement canadien et pourra créditer cette quantité au plafond de limitation correspondant.

7. Sous réserve des dispositions des paragraphes 8 à 11 ci-après (transfert, report/utilisation anticipée), le gouvernement de la République de Corée limitera les exportations à destination du Canada de tous les textiles et produits textiles notifiés conformément à l'article 2:1 de l'Accord aux plafonds notifiés au titre de l'article 2:1 de l'Accord, modifiés par les dispositions de l'article 2:7, 2:8, 2:13 et 2:14 de l'Accord. Conformément à l'article 4:1 de l'Accord, le gouvernement canadien ne sera pas tenu d'accepter les expéditions en dépassement des niveaux de limitation notifiés au titre de l'article 2:1 de l'Accord, modifiés par les dispositions de l'article 2:7, 2:8, 2:13 et 2:14 de l'Accord.

Transfert

8. Sous réserve des dispositions spécifiques énoncées dans la notification au titre de l'article 2:1 de l'Accord concernant les limitations et après en avoir avisé les autorités canadiennes compétentes, le gouvernement de la République de Corée pourra dépasser le plafond quantitatif annuel fixé à concurrence du pourcentage spécifié dans ladite notification, à condition qu'une quantité équivalente soit déduite d'un autre niveau de limitation. Le gouvernement de la République de Corée signalera dans les rapports statistiques mensuels ultérieurs tout dépassement d'un niveau de limitation dû à un transfert.

9. Aux fins de la mise en oeuvre des dispositions relatives au transfert énoncées au paragraphe 8, les coefficients de conversion spécifiés dans la notification présentée au titre de l'article 2:1 de l'Accord concernant les limitations seront d'application.

Report/utilisation anticipée

10. Après que les quantités visées auront été notifiées au gouvernement canadien, les fractions d'un plafond quantitatif inutilisées au cours de la période de limitation annuelle pourront être reportées et ajoutées au plafond quantitatif correspondant de la période suivante. Le plafond de limitation pour la période considérée sera relevé dans les limites du pourcentage spécifié dans la notification au titre de l'article 2:1 de l'Accord concernant les limitations.

11. Après que les quantités visées auront été notifiées au gouvernement canadien, un plafond de limitation pourra être relevé, dans les limites du pourcentage spécifié dans la notification au titre de l'article 2:1 de l'Accord concernant les limitations, d'une quantité prélevée par anticipation sur le plafond de limitation correspondant de la période de limitation suivante, qui sera réduit en conséquence.

Echange de statistiques

12. Le gouvernement de la République de Corée fournira au gouvernement canadien des rapports statistiques mensuels sur les exportations de produits textiles soumis à limitation, faisant l'objet d'une licence d'exportation vers le Canada et imputés sur les plafonds quantitatifs fixés pour chaque période de limitation. Ces statistiques contiendront les renseignements suivants:

- a) position tarifaire et désignation des produits;
- b) plafond de limitation initial et plafond ajusté pour la période de limitation;
- c) part utilisée de la quantité totale prévue pour la période de limitation;
- d) notification de toute utilisation des possibilités de transfert, de report ou d'utilisation anticipée et des quantités visées, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 8 à 11 ci-dessus.

Ces renseignements devraient être communiqués dès que possible après la fin de chaque mois.

13. Le gouvernement canadien fournira au gouvernement de la République de Corée des rapports statistiques mensuels sur les autorisations d'importer délivrées pour les textiles et produits textiles originaires de Corée notifiés au titre de l'article 2:1 de l'Accord.

14. Les deux gouvernements se réservent le droit de demander des statistiques additionnelles, dans les limites du raisonnable, y compris des statistiques sur les exportations et les importations de produits ne figurant pas dans la notification présentée au titre de l'article 2:1 de l'Accord concernant les limitations appliquées par le Canada aux importations en provenance de la République de Corée.

Réexportations

15. Le gouvernement canadien informera, dans la mesure du possible, le gouvernement de la République de Corée des réexportations de textiles et produits textiles soumis à limitation importés au Canada. Dans les cas où ces réexportations auront été imputées sur les plafonds quantitatifs, le gouvernement de la République de Corée pourra les recréditer aux plafonds quantitatifs correspondants.

Consultations

16. Conformément à l'article 8:4 de l'Accord, le gouvernement de la République de Corée et le gouvernement canadien se déclarent prêts à engager des consultations, si demande leur en est faite, au sujet de toute question concernant la mise en oeuvre ou le fonctionnement de l'Accord ou du présent mémorandum d'accord, ou au sujet de toute question s'y rapportant.

Pour le gouvernement canadien

Michael G. Woods
Chargé d'affaires
Ambassade du Canada
Séoul

Pour le gouvernement de la République de Corée

Young-Wook Noh
Directeur général
Office de promotion du commerce
Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie

Séoul, le 22 décembre 1994